



Rapport
du
Contrôle cantonal des finances
Exercice 2016

CONTRÔLE CANTONAL DES FINANCES

1. MISSIONS

Missions d'audit interne

(basées sur les Normes internationales pour la pratique de l'audit interne)

- Contrôler la **gestion financière** des départements et des services de l'administration cantonale, y compris les investissements
- Contrôler la **fiabilité des systèmes de contrôle interne** et des applications informatiques
- Effectuer des **mandats spéciaux** pour le compte du Conseil d'État, de la Commission de gestion du Grand Conseil (COGES), de la Commission des finances du Grand Conseil (COFI) ou du Conseil de la magistrature

Missions d'organe de révision

(basées sur les Normes d'audit suisses NAS)

- Auditer les comptes annuels **de l'État**
- Auditer les comptes annuels **d'entités autonomes proches de l'État** (Université, Service cantonal des automobiles, etc.)

Autres missions

- Attester des **décomptes de subventions**, notamment en vertu d'exigences fédérales
- **Conseiller** les départements et les services de l'administration cantonale

2. PERSONNEL

Le service emploie, au 31 décembre 2016, **10 collaborateurs** pour l'équivalent de **8.75** (au 31.12.2015 : 8.65) postes à plein temps. Les fonctions sont occupées comme suit :

Fonctions	EPT	Formations	Années de service
Chef de service	1	Diplôme d'expert-comptable	14
Adjoint	1	Licence universitaire	12
Auditeurs-trice-experts-te	2.9	Diplôme d'expert-comptable	5 à 9
Auditeur-trice confirmé-e	1.4	Bachelor universitaire ou maturité commerciale	0 et 26
Auditrice	1	Master universitaire	4
Secrétaires	1.45	Apprentissage de commerce et diplôme d'études commerciales	9 et 17

3. STATISTIQUE DES HEURES PAR PRESTATION

Pour l'année 2016, comparée avec l'année 2015, le **total des heures de travail** de l'ensemble des collaborateurs du CCFI se répartit de la manière suivante sur ses diverses prestations :

Prestations	2016		2015	
	Heures	%	Heures	%
Activités productives	8'892	52.8%	10'297	58.8%
Audit des investissements	95	0.6%	386	2.2%
Audit des offices et services de l'ACN	4'254	25.2%	5'627	32.2%
Audit informatique*	62	0.4%	73	0.4%
Conseils et renseignements hors audits	170	1.0%	198	1.1%
Contrôles transversaux	1'708	10.1%	2'135	12.2%
Examen des subventions	117	0.7%	245	1.4%
Mandats d'organe de révision	1'337	7.9%	1'545	8.8%
Mandats spéciaux	987	5.9%	-	0.0%
Participation à des groupes de travail	132	0.8%	36	0.2%
Surveillance financière	30	0.2%	52	0.3%
Activités administratives	3'091	18.4%	3'218	18.4%
Diverses tâches relatives à la gestion administrative du service et à sa direction	2'266	13.5%	2'601	14.9%
Travaux de secrétariat	825	4.9%	617	3.5%
Formation	457	2.7%	505	2.9%
Absences	4'395	26.1%	3'469	19.9%
Vacances et congés non payés	1'589	9.4%	1'592	9.1%
Maladie	2'746	16.3%	1'815	10.4%
Autres absences	60	0.4%	62	0.4%
Total général	16'835	100.0%	17'489	100.0%

* Coordination interne seulement. Les audits informatiques sont externalisés.

La proportion des **activités productives** accuse une forte baisse à **53%** (59% en 2015), en raison principalement de deux absences de longue durée pour cause de maladie.

4. GESTIONNE

Compte tenu de son indépendance, le CCFI participe à la démarche GestionNE non pas en vertu d'un contrat mais sur la base de l'article 3 du **règlement GestionNE** du 23 novembre 2016.

4.1. Enquêtes de satisfaction

La dernière **enquête de satisfaction auprès des collaborateurs** a eu lieu au printemps 2015 et avait donné des résultats globalement positifs. Une telle enquête sera reconduite périodiquement, mais n'a pas été réalisée en 2016.

Une **enquête de satisfaction auprès des usagers** a été organisée durant l'été 2016 auprès des entités ayant reçu un rapport du CCFI **dans les six derniers mois**. Le CCFI a utilisé le questionnaire **standard** de l'Office d'organisation, qui comprend 10 questions. **La moyenne des appréciations est de 5.25** (sur un maximum de 6).

4.2. Objectifs et indicateurs

Objectif	Indicateur	Cible	Résultat	Commentaires
Éviter les exceptions significatives aux processus définis	Exception	0	0	
Satisfaction moyenne des usagers	Note	> 5	5.25	
Respect des délais fixés d'entente avec l'utilisateur	Nombre de réclamations	0	0	
Minimisation des recommandations non acceptées	Nombre de refus	< 5%	0.9%	
Recommandations pertinentes dans des domaines autres que la conformité	Nombre de recommandations	70	53	Objectif passé de 50 à 70 pour 2016
Respect de la durée maximum entre deux audits	Nombre d'exceptions	0	1	Camps de sport
Rapports émis moins de 121 jours après la fin de l'audit (réception de la position de l'audit)	Nombre d'exceptions	< 5%	2%	
Réaliser au moins 1 audit informatique par année	Nombre d'audits	1	1	GSU
Réaliser au moins 1 audit d'investissement par année	Nombre d'audits	1	1	Crédit redressement
Réaliser au moins 2 contrôles de caisse à l'improviste par année	Nombre d'audits	2	3	OPAN, CMNE, JUST
Maintenir un taux minimum de réviseurs agréés par l'ASR	% d'agrément	50%	75%	
Maintenir un taux de productivité minimum	Taux de productivité	60%	52.8%	2 auditeurs en maladie longue durée
Obtenir les confirmations annuelles de respect de la déontologie et des normes professionnelles	% de confirmations	100%	100%	
Obtenir les formulaires annuels de formation continue	% de formulaires	100%	100%	
Tenir tous les entretiens de développement avant le 30 novembre	% d'entretiens	100%	100%	2 entretiens tenus en décembre, pour deux collaborateurs absents de longue durée (recul nécessaire depuis reprise)

Trois objectifs n'ont pas pu être atteints en 2016 essentiellement en raison des **absences de longue durée** pour cause de maladie. L'année 2017 sera encore touchée par cette problématique, une des absences se prolongeant dans le premier semestre.

4.3. Revue annuelle de qualité

Le CCFI est agréé **comme expert-réviseur par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR)**. Pour ce faire, il doit respecter diverses normes et directives, notamment en ce qui concerne le contrôle de qualité des prestations d'audit et a dû fournir à l'ASR une documentation explicative sur son système qualité, qui a été acceptée comme adéquate. **L'agrément du CCFI** en tant qu'expert-réviseur a été renouvelé par l'ASR pour 5 ans le 15 juillet 2014.

Deux auditeurs du CCFI ont procédé du 10 au 18 novembre 2016 à l'**audit annuel interne de la qualité**. Il s'agissait d'assurer d'une part la **surveillance du SCI** conformément à l'article 3 de l'Arrêté du Conseil d'État sur la gestion des risques et le contrôle interne et d'autre part la **surveillance du système de contrôle qualité** du CCFI conformément à la Norme sur le contrôle qualité (NCQ 1).

5. RÉSULTAT DES TRAVAUX D'AUDIT 2016

5.1. Rapports émis par type de prestation

Le CCFI a déposé **53 rapports (74 en 2015)** qui peuvent être répartis dans les catégories suivantes :

Catégories	2016
Vérification dans les offices et services de l'administration cantonale	22
Mandats d'audit externe	18
Vérifications transversales	4
Certification de décomptes de subventions	3
Audit informatique	1
Vérification des investissements	1
Mandats spéciaux	2
Surveillance financière	2
Total	53

Dans le détail, la liste des rapports d'audit délivrés durant l'année 2016 pour chaque type de prestation figure en annexe au présent rapport de gestion. Cette liste, mise à jour régulièrement, est publiée sur le site Internet du CCFI (www.ne.ch/ccfi).

5.2. Statistique des observations

Les rapports émis par le CCFI en 2016 contiennent au total **217 demandes, recommandations et remarques**. L'importance des observations est évaluée par rapport aux risques qu'elles sous-tendent, qui peuvent être de niveau **haut, moyen ou bas**.

Observation / importance	Haute	Moyenne	Basse	Total	
Demandes	24	10	7	41	19%
Recommandations	21	26	22	69	32%
Remarques	17	24	66	107	49%
Total général	62	60	95	217	100%
	28%	28%	44%	100%	

Observations 2016 classées par ordre d'importance

Les observations émises par le CCFI peuvent se classer en **trois domaines principaux** :



Le domaine « **Finances et comptabilité** » comprend les observations en lien avec les comptes et les budgets. Il s'agit notamment de toutes les observations concernant le respect des **principes comptables** et de présentation des comptes ressortant de la Loi sur les finances de l'État et des communes.

Le domaine « **Gestion et efficacité** » comprend des observations qu'on peut qualifier d'observations à **valeur ajoutée**. Il s'agit en effet le plus souvent de demandes ou de recommandations visant à améliorer le fonctionnement ou la gestion des entités concernées.

Le domaine « **Conformité et légalité** » reflète le résultat des audits s'agissant **du respect des bases légales**, à part celles ressortant de la Loi sur les finances de l'État et des communes. Il s'agit en particulier des bases légales régissant l'activité « métier » des entités concernées, mais aussi de bases légales spécifiques à certains domaines comme la TVA ou les marchés publics.

5.3. Suivi des observations

Les observations font l'objet d'un **suivi** par le CCFI en **deux étapes** distinctes : la première consiste à obtenir la **position de l'entité** auditée sur les demandes et recommandations du CCFI, leur acceptation, la manière et les délais envisagés pour la mise en œuvre.

Réception de la position de l'entité auditée

La statistique au 31 décembre 2016 se présente comme suit :

Importance / statut	Liquidé	n/a	À recevoir	Total
Haute	35	1	9	45
Moyenne	28	0	8	36
Basse	20	0	9	29
Total	83	1	26	110
	75%	1%	24%	100%

Les 26 observations de 2016 qui ont le statut « **à recevoir** » au 31 décembre 2016 ont un **délai de réponse fixé en 2017** et les entités concernées ne sont donc **pas en retard**. Les observations liées aux années précédentes étaient toutes liquidées au 31 décembre 2016.

Le statut « liquidé » signifie que la prise de position de l'entité auditée a été **reçue, analysée et acceptée par le CCFI**. Cela ne veut pas dire que les demandes ou recommandations ont été mises en œuvre. Les **remarques** n'impliquent par contre pas de prise de position de la part des audités, leur statut est donc toujours « non applicable ».

Suivi de la mise en œuvre des demandes et recommandations

Le suivi de la **mise en œuvre** des demandes et recommandations acceptées est géré dans le cadre d'un processus spécifique, qui **priorise les observations importantes**, les autres faisant l'objet d'un suivi à l'occasion du prochain audit. Chaque rapport du CCFI contient un chapitre relatif au suivi des **observations de l'audit précédent**.

En 2016, le CCFI a mis en place un suivi statistique de la **mise en œuvre** de ses observations depuis 2015, dont le tableau ci-dessous est tiré.

La statistique prend en compte les 273 demandes et recommandations émises depuis 2015.

Statut de la mise en œuvre des demandes et recommandations											
	2015				2016						
Observations	En cours	Réalisé	Liquidé	Total	En cours	À recevoir	Réalisé	Liquidé	n/a	Total	Total
H	8	8	22	38	18	7	7	10	3	45	83
M	15	24	27	66	10	10	8	7	1	36	102
B	13	20	26	59	2	12	3	12	0	29	88
Total général	36	52	75	163	30	29	18	29	4	110	273
	22%	32%	46%	100%	27%	26%	16%	26%	4%	100%	

Au 31 décembre 2016, **78% des observations** émises en 2015 ont été suivies alors que ce ratio s'établit à **46% pour les observations** émises en 2016. Le statut « **liquidé** » signifie que la mise en œuvre a été effectuée et qu'un contrôle par le CCFI a été réalisé ou n'est pas nécessaire (par exemple pour des risques faibles). Le statut « **réalisé** » signifie que l'entité a informé que la mise en œuvre a été effectuée mais qu'un contrôle du CCFI doit encore avoir lieu, le plus souvent à l'occasion du prochain audit.

6. AUTRES ACTIVITÉS

6.1. Conseils et renseignements

Le CCFI, de par ses connaissances de l'administration cantonale et des règles comptables et d'audit, est naturellement considéré comme un centre de compétence dans ces domaines. Professionnel et crédible, il joue un rôle important de **consultant et de conseiller** auprès du Conseil d'État, des départements, des services et offices de l'administration cantonale et des institutions ou entités subventionnées par l'État ou/et leurs auditeurs. À ce titre, le chef de service et les collaborateurs du CCFI répondent régulièrement à **diverses sollicitations, comme le montre la statistique ci-dessous, relative à l'année 2016** :

Type de conseils	État	Auditeurs externes	Confédération	Entités paraétatiques	Total
Audit	5	3	0	0	8
Comptabilité	6	2	1	4	13
Gestion	21	0	0	0	21
Total	32	5	1	4	42

6.2. Relations avec les commissions du Grand Conseil

Le CCFI transmet mensuellement aux membres de la COGES et à ceux de la COFI, la **liste des rapports émis dans l'année** par l'intermédiaire du Secrétariat général du Grand Conseil.

L'article 20 de la Loi sur le contrôle des finances stipule que la COGES et la COFI entretiennent des **contacts réguliers** avec le CCFI. Ce dernier se tient donc à leur disposition et répond à leurs convocations.

Le chef du CCFI a été convié aux séances suivantes en 2016 :

Date	Commission	Configuration	Thème
01.02.2016	Prévoyance	Plénière	Attitude des organes de révision face à l'article 4 alinéa 3 LCPFPub (répartition aux employeurs du découvert résiduel au moment du passage en primauté de prestations)
03.05.2016	COGES/COFI	Sous-commissions DFS	Comptes et rapport de gestion 2015 du CCFI
22.08.2016	COGES	Bureau	Rapport de gestion 2015 du CCFI
30.09.2016	COGES/COFI	Sous-commissions DFS	Budget 2017 du CCFI

Neuchâtel, le 7 mars 2017

Le chef du Contrôle cantonal des finances,

Ph. Godet

Annexe : Liste des rapports déposés durant l'année 2016

TABLE DES MATIÈRES

1.	MISSIONS	1
2.	PERSONNEL	1
3.	STATISTIQUE DES HEURES PAR PRESTATION	2
4.	GESTIONNE	2
4.1.	Enquêtes de satisfaction	2
4.2.	Objectifs et indicateurs	3
4.3.	Revue annuelle de qualité.....	4
5.	RÉSULTAT DES TRAVAUX D'AUDIT 2016	4
5.1.	Rapports émis par type de prestation.....	4
5.2.	Statistique des observations.....	4
5.3.	Suivi des observations.....	5
6.	AUTRES ACTIVITÉS	6
6.1.	Conseils et renseignements	6
6.2.	Relations avec les commissions du Grand Conseil.....	7

LISTE DES RAPPORTS DÉPOSÉS DURANT L'ANNÉE 2016

Classification du type de prestations du Contrôle cantonal des finances

- A = Vérification dans les offices et services de l'administration cantonale*
- A1 = Vérifications effectuées annuellement dans un service ou une école*
- A2 = Vérifications d'offices et de services effectuées selon la planification pluriannuelle*
- A3 = Vérifications orientées processus*
- A4 = Vérifications à l'improviste*
- B = Mandats d'audit externe*
- B1 = Mandats de révision annuelle d'entités paraétatiques*
- B2 = Mandats de révision annuelle concernant des prestations spécifiques fournies à des partenaires externes par des offices ou services de l'administration cantonale*
- C = Vérifications transversales*
- D = Audit informatique*
- E = Vérification des investissements*
- F = Mandats spéciaux*
- G = Certification de décomptes de subvention*
- H = Surveillance financière*

ENTITÉS CONTRÔLÉES	TYPES DE CONTRÔLE	DATE DU RAPPORT	PRESTATIONS	RATTACHEMENT
Police neuchâteloise	Vérification des comptes de l'exercice 2014	15.01.2016	A2	DJSC
Service de la consommation et des affaires vétérinaires	Vérification des comptes de l'exercice 2014	19.01.2016	A2	DDTE
Centre cantonal de formation professionnelle des métiers du bâtiment	Vérification des comptes de l'exercice 2014	10.02.2016	A1	DEF
Service des ressources humaines	Vérification des traitements 2014-2015 (du 1 ^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015)	17.02.2016	C	DJSC
École régionale d'aspirants de police	Vérification des comptes de l'exercice 2015	17.02.2016	A1	DJSC
Service et offices des poursuites et faillites	Suivi des observations émises dans nos précédents rapports	23.02.2016	A2	DJSC
Service des ressources humaines	Vérification des comptes de l'exercice 2014	11.03.2016	A2	DJSC
Office cantonal de l'assurance-maladie	Vérification des comptes de l'exercice 2014	24.03.2016	A2	DEAS
Service de la justice	Vérification des comptes de l'exercice 2014	29.03.2016	A2	DJSC
Évolgia	Contrôle de la demande de versement final 2015 du programme d'emploi temporaire "Évolgia" pour le Service de l'emploi	29.03.2016	G	DDTE
Service de la sécurité civile et militaire	Vérification des comptes de l'exercice 2014	31.03.2016	A2	DJSC
Conférence latine des affaires sanitaires et sociales	Révision du décompte 2015	06.04.2016	B1	DFS
Fonds spécial pour les voyages et excursions d'études des classes du Lycée Denis-de-Rougemont	Révision des comptes annuels 2015	12.04.2016	B1	DEF
Université de Neuchâtel Fondation du foyer des étudiants	Rapport de l'organe de révision sur le contrôle restreint des comptes de l'exercice 2015 au Conseil de fondation de la Fondation du foyer des étudiants	12.04.2016	B1	DEF
Centre neuchâtelois d'intégration professionnelle	Révision des comptes annuels 2015 (Rapport succinct de l'auditeur au Conseil)	21.04.2016	B1	DEAS
Centre neuchâtelois d'intégration professionnelle	Révision des comptes annuels 2015	21.04.2016	B1	DEAS
Service financier	Rapport détaillé relatif à la vérification du bouclage des comptes 2015 de l'État de Neuchâtel	25.04.2016	C	DFS

ENTITÉS CONTRÔLÉES	TYPES DE CONTRÔLE	DATE DU RAPPORT	PRESTATIONS	RATTACHEMENT
Caisse cantonale de remplacement du personnel des établissements d'enseignement public	Révision des comptes de l'exercice 2015	27.04.2016	B1	DEF
Service cantonal des automobiles et de la navigation	Révision des comptes annuels 2015 (Rapport détaillé au Conseil d'administration)	04.05.2016	B1	DDTE
Service des contributions	Mandat spécial du Conseil d'État du 8 février 2016	17.05.2016	F	Autorités
Université de Neuchâtel Fortune de l'Université	Rapport détaillé relatif à la révision des comptes annuels 2015	18.05.2016	B1	DEF
Redressement des finances et réforme de l'État	Rapport relatif à la vérification du crédit d'investissement pour les exercices 2010 à 2014	19.05.2016	E	DFS
Association arcjurassien.ch	Révision des comptes annuels 2015	19.05.2016	B1	DEAS
Commission "Coordination régionale Arc jurassien"	Révision du bilan et du compte de résultat de l'exercice 2015	19.05.2016	B1	DEAS
Service des formations postobligatoires et de l'orientation	Vérification des traitements des enseignants des centres professionnels et des lycées pour 2014	27.05.2016	C	DEF
Latitude 21 Fédération neuchâteloise de coopération au développement	Rapport de l'organe de révision sur le contrôle restreint des comptes annuels 2015 à l'Assemblée générale des membres	31.05.2016	B1	DFS
CEFNA	Rapport relatif au contrôle des coûts 2015 des cours organisés par le CEFNA dans le cadre des mesures du marché du travail du Service de l'emploi	31.05.2016	G	DEF
HE-ARC	Lettre-rapport d'information sur les travaux effectués concernant les comptes 2015	07.06.2016	H	DEF
Université de Neuchâtel	Révision des comptes annuels 2015	08.06.2016	B1	DEF
Glossaire des patois de la Suisse romande	Révision des comptes annuels 2015	15.06.2016	B1	DEF
Service des ponts et chaussées	Vérification des comptes de l'exercice 2015	21.06.2016	A1	DDTE
Office cantonal de l'assurance-maladie	Vérification du décompte 2015 concernant l'obtention des subsides fédéraux destinés à la réduction des primes dans l'assurance-maladie	23.06.2016	G	DEAS
Service de l'action sociale	Vérification des comptes de l'exercice 2014	29.06.2016	A2	DEAS
Lycée Blaise-Cendrars, La Chaux-de-Fonds	Vérification des comptes de l'exercice 2015	05.07.2016	A1	DEF

ENTITÉS CONTRÔLÉES	TYPES DE CONTRÔLE	DATE DU RAPPORT	PRESTATIONS	RATTACHEMENT
HEP-BEJUNE	Lettre-rapport d'information sur les travaux effectués concernant les comptes 2015	05.07.2016	H	DEF
Lycée Jean-Plaget, Neuchâtel	Vérification des comptes de l'exercice 2015	08.07.2016	A1	DEF
Service des contributions	Vérification des comptes de l'exercice 2014	08.07.2016	A1	DFS
Lycée Denis-de-Rougemont, Neuchâtel	Vérification des comptes de l'exercice 2015	13.07.2016	A1	DEF
Fonds spécial pour les stages linguistiques en faveur d'étudiants de l'école supérieure, filières techniques, du canton de Neuchâtel	Révision des comptes annuels 2015	14.07.2016	B1	DEF
Service informatique de l'Entité neuchâteloise	Rapport de synthèse relatif à un audit de la sécurité du Guichet sécurisé unique (GSU) de l'État de Neuchâtel	23.08.2016	D	DFS
Office de l'enseignement spécialisé	Vérification des comptes de l'exercice 2015	24.08.2016	A2	DEF
Office des vins et des produits du terroir	Rapport détaillé au Conseil d'administration relatif à la révision des comptes annuels 2015	07.09.2016	B1	DDTE
Fondation alfaset	Mandat spécial du Conseil d'État du 4 mai 2016	16.09.2016	F	Autorités
Centre neuchâtelois d'entretien des routes nationales (CNERN)	Révision des comptes annuels 2015	16.09.2016	B1	DDTE
Fonds de désendettement et de prévention à l'endettement	Révision des comptes de l'exercice 2015	21.10.2016	B1	DEAS
Service des ressources humaines	Vérification des traitements 2015-2016 (du 1 ^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016)	25.10.2016	C	DJSC
Conservatoire de musique neuchâtelois	Vérification des comptes de l'exercice 2015	03.11.2016	A1	DEF
Service de la santé publique	Vérification des comptes de l'exercice 2015	29.11.2016	A2	DFS
Service des bâtiments	Vérification des comptes de l'exercice 2015	14.12.2016	A2	DFS
Service des contributions	Audit d'après l'article 104a LIFD Formulaires 57 au 31 décembre 2015	15.12.2016	B2	DFS
Office du patrimoine et de l'archéologie	Vérification des comptes de l'exercice 2015	19.12.2016	A2	DJSC
Office du recouvrement de l'État	Vérification des comptes de l'exercice 2015	20.12.2016	A2	DFS
Service des contributions	Vérification des comptes de l'exercice 2015	21.12.2016	A1	DFS